

Pour que l'internationale ait encore un sens...

Lors de notre rencontre lundi 20 mars, vous m'avez remis les 15 propositions élaborées par ActionAid France-Peuples Solidaires, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France en me demandant d'en choisir deux sur lesquelles je m'engage en cas d'élection aux prochaines législatives. J'ai lu attentivement vos propositions et j'avoue qu'il ne m'a pas été facile de trancher. Et à vrai dire, je n'ai pas respecté la consigne ! J'ai donc pris le parti de choisir deux propositions par grand chapitre.

Le premier grand thème traite du partage des richesses. Je me permettrais donc de commencer par un constat : les salariés, employés, fonctionnaires ou artisans, bref la *société* produit plus de richesses que jamais. Qui en bénéficie ? Voilà *la* question essentielle pour qui se définit comme étant à gauche. Pour répondre à cette question, il suffit de savoir qui détient les capitaux. Schématiquement, deux options se sont opposées historiquement : celle des capitalistes qui estiment que le capital doit être privé, celle des communistes qui estiment qu'il doit être public et aux mains de l'État. Pour ma part, je ne conçois pas un système économique idéal de cette façon. C'est d'abord aux travailleurs eux-mêmes que doit revenir le fruit de leur travail. J'aspire donc à imaginer un modèle dans lequel ils soient associés à la production à l'instar des coopératives notamment au Pays basque (Euskadi). Bien évidemment, la puissance publique doit assurer ensuite la péréquation et la solidarité entre les citoyens, mais aussi entre les territoires. D'où mon attachement à votre deuxième proposition qui réclame une réelle réforme fiscale. Il m'apparaît essentiel, pour assurer une société juste, que les impôts le soient également. Or, notre système fiscal dispose de trop de « niches » et il est nécessaire de le remettre à plat. Il faut multiplier les tranches fiscales ou, mieux, créer un « impôt à la virgule près » qui éviterait les effets de seuil. Un impôt progressif devrait se baser sur le « reste à vivre ». J'ajoute que la TVA, principale ressource financière du budget national, ne touche pas de la même façon les personnes aisées et les personnes qui ne le sont pas. Il me semblerait juste de définir ce qui, au regard de l'usage, fait office de « besoin fondamental » et de supprimer la TVA sur ce type de produits (produits de premières nécessités). La taxe sur les transactions internationales me paraît enfin une idée à creuser à condition qu'elle soit recouverte par un organisme international neutre dont les objectifs seraient d'assurer la paix et la prospérité. A ce jour, je ne vois que l'ONU (ce qui permettrait aussi de la dégager de la tutelle américaine).

En cas d'élection, je m'attacherai également à répondre à votre première proposition. A l'heure où le débat politique se concentre sur la raréfaction de l'argent public, je suis assez étonné que ne soit pas mentionné le scandale des « Panama Papers » révélé il y a quelques mois. Cette évasion fiscale massive prouve que la crise économique est une construction et qu'en réalité, la richesse est belle et bien là. Il y a simplement des truands ! Et contrairement aux idées reçues, ces truands sont principalement des citoyens aisés et des multinationales. Lutter contre l'évasion fiscale, c'est garantir des ressources qui aujourd'hui nous manquent cruellement pour assurer le fonctionnement décent des services publics, notamment de santé et d'éducation. L'exil fiscal est un vol qualifié, il devrait être puni comme tel. A défaut de nationalité, l'État devrait prononcer une déchéance de citoyenneté allant jusqu'à la perte des remboursements de santé le temps qu'aura duré le recouvrement. Une telle sanction permettrait à ce genre de personnes d'y réfléchir à deux fois avant d'envoyer leur argent dans des paradis fiscaux.

Pour des raisons similaires, je souhaite aussi séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires, les citoyens n'ayant pas à assumer les pertes éventuelles de banques plaçant l'argent des épargnants sans qu'ils aient jamais donné leur aval. Une banque n'est pas un casino et l'épargne de nos concitoyens ne devrait pas servir à asseoir la domination de multinationales sur des peuples, ni à développer la filière nucléaire... Si besoin, je proposerai la création d'une banque publique de dépôt qui permettrait à tous, y compris aux plus pauvres et aux sans-abris de disposer d'une sécurité. Une telle banque ne donnerait ni intérêt, ni ne prendrait d'agios. Ce combat ne doit pas simplement être

mené à l'échelle française, mais bien à l'échelle européenne. Notre continent subit en effet un paradoxe : alors qu'il est la première puissance économique du globe, il s'avère que la concurrence interne tire les conditions sociales et salariales vers le bas. Il est urgent de faire cesser cela et de construire une réelle Europe sociale en imposant des minima sociaux (basés sur le salaire médian ?) et des conditions de travail similaires pour éviter un dumping interne. Cette folie est d'autant plus absurde que les échanges économiques se font principalement en Europe. A qui bénéficie cette Europe à plusieurs vitesses si ce n'est à certaines entreprises peu scrupuleuses qui préfèrent augmenter leurs profits plutôt que de respecter des conditions de travail dignes ?

Votre deuxième thème traite de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire, thème qui m'est cher. Parmi mes propositions de campagne figure en effet la lutte contre la privatisation du vivant, mais aussi des milieux. Les OGM font assurément partie de cette catégorie et il me tarde de participer aux Rencontres Internationales de Résistances aux OGM qui auront lieu à Lorient fin avril. Je suis aussi attentivement le travail d'Alain Le Sann qui dénonce la privatisation des océans et l'exclusion progressive des pêcheurs par de puissants lobbies financiers internationaux. Il est donc tout naturel que je choisisse prioritairement votre proposition numéro 9. Selon moi, la terre doit d'abord appartenir à celui qui l'exploite, elle ne devrait pas être privatisée, en aucune façon. Géographe de formation, je trouve inadmissible la spéculation qui fait rage en matière de foncier, mais plus encore la spéculation alimentaire qui revient concrètement à enrichir une poignée d'individus quitte à affamer des populations entières. En Bretagne, nombreux sont les jeunes à ne pas trouver de terres agricoles à exploiter. Celles-ci sont de plus en plus artificialisées, voire utilisées pour d'autres activités que celle de nourrir (pour le tourisme notamment). A l'échelle mondiale, on assiste également à une néo-colonisation qui se matérialise par l'achat des terres des paysans locaux, notamment en Afrique. Dans ma profession de foi, je compte mettre l'accent sur le soutien à l'économie réelle à savoir les activités primaires, mais aussi de transformation. Dans les années 1970, l'Union démocratique bretonne, le parti que je représente, mais aussi la CFDT, les paysans du Larzac et autres autogestionnaires, ont popularisé le slogan « Vivre et travailler au pays », auquel l'UDB a adjoint le terme « décider » car on peut effectivement vivre chez soi sous le joug d'un pouvoir autoritaire. Si ce slogan « vivre et travailler au pays » est valable en Bretagne, il l'est également quelque soit l'endroit où l'on vit. Les subventions à l'exportation de produits agroalimentaires de basses qualités ne servent aucunement à « nourrir le monde », mais à étendre des marchés. Comment voulez-vous qu'un paysan au Sénégal reste chez lui si les poulets congelés venus de Bretagne coûtent moins cher que le poulet qu'il produit lui-même ? Cela a des répercussions importantes, notamment du point de vue des changements de mode alimentaire : en Afrique, on mange de plus en plus de blé (pain) au détriment d'autres céréales.

Cette colonisation rampante est encore plus manifeste en ce qui concerne la politique énergétique. La France se vante en effet de son « indépendance énergétique » grâce au nucléaire. Pourtant, il n'aura échappé à personne que l'uranium ne se ramasse pas sur les plages en Normandie ! La plupart des minerais dont les puissances économiques ont besoin se trouvent dans les pays les plus pauvres et sont ramassés par leurs populations au profit de « nos » entreprises ! Beau paradoxe en réalité de considérer que les pays qui possèdent les richesses sont pauvres. Si ce n'est pas de la colonisation, alors qu'est-ce au juste ? Votre sixième proposition me semble donc à propos. Une réorientation des crédits de recherche du nucléaire vers les énergies renouvelables, une sortie du « tout plastique » et de notre dépendance au pétrole, sont importantes et méritent un véritable travail de fond. La lutte (efficace) contre le changement climatique mérite un agenda non pas à 20 ans, mais sur 20 ans, avec des objectifs précis à atteindre chaque année. Je m'appuierai pour cela sur le scénario « Négawatt » et proposerai des appels d'offre régionaux afin que les PME puissent également y répondre (aujourd'hui, ceux-ci sont tellement gigantesques que ce sont la plupart du temps les multinationales qui remportent les marchés).

Enfin, en ce qui concerne le respect des droits humains, je propose de travailler sur vos propositions 12 et 14. Il va sans dire que nous avons un devoir de solidarité envers les réfugiés/migrants ici, mais au droit international à la mobilité doit répondre aussi un « droit à rester ». Trop souvent, on considère le « problème » des migrants du point de vue occidental en se demandant si leur venue est positive ou négative. Or, il me semble qu'avant de se poser les questions de l'accueil, il faut se poser la question du départ (cf. vivre et travailler au pays développé plus haut). De ce point de vue, la France a démontré son incompetence diplomatique en acceptant une négociation honteuse avec le régime du président turc. M. Erdogan a délibérément mis la Turquie à feu et à sang car il n'acceptait pas le résultat des urnes qui ne lui donnait pas une majorité suffisante pour assouvir sa soif de pouvoir. Les premières cibles de la politique de terreur mise en place suite au faux coup d'État sont les Kurdes et les opposants politiques de gauche (souvent réunis au sein du parti HDP avec lequel nous entretenons quelques relations). Ce dictateur a pourtant reçu plusieurs milliards d'euros pour retenir les migrants sur son sol... migrants dont il est lui-même en partie responsable de la fuite ! En 2015, je me suis rendu au Rojava afin de témoigner de la situation des résistants kurdes de Syrie. J'ai pu mesurer à quel point le régime d'Erdogan et l'État islamique collaboraient : si les hommes et les femmes ont du mal à traverser la frontière, le pétrole, en revanche, la traversait sans problème !

Plus généralement, il me semble que la charité n'est plus de mise pour une véritable politique de solidarité internationale. Notre rôle, ici, est de combattre un système économique honteux qui étouffe les économies traditionnelles, d'ici et d'ailleurs. Les diplomaties française et européenne (si jamais cette dernière se met en place un jour) seraient bien inspirées de proposer aux instances internationales d'imposer aux multinationales des conditions de travail minimum. Pour ce faire, je proposerai à l'Assemblée Nationale l'instauration de critères sociaux et environnementaux dans les appels d'offre. Ainsi, on peut espérer enclencher une dynamique vertueuse.

J'arrête là mes réflexions et vous remercie encore une fois pour votre accueil chaleureux.

Gael Briand

Candidat UDB/Oui la Bretagne pour la Vème circonscription du Morbihan

Rédacteur en chef du Peuple breton